

Le Cristinagate : la mort du procureur, le coupable idéal, les complotistes, et le Mossad. (et guest star : la dette)

Chien
Guevara

28 mars
2015



Argentine :Le journal « l'obs » (anciennement le nouvel observateur) s'intéresse de près (ou de loin ... de la réalité ?) à l'affaire de la mort du procureur Nisman, qui avait toutes les cartes en main pour faire tomber le gouvernement de Cristina Kirshner.

Il est tout à son honneur de relater des faits que la plupart des autres medias oublie, d'autant plus qu'il ne se contente pas de relater, mais qu'il invite à se questionner.

Leur dossier, tel un film à grand suspense, commence ainsi :

« C'est un film de Kurosawa. C'est "Rashomon" : un crime, quatre versions différentes qui se contredisent. Ou plutôt trois, dans ce remake argentin. Un film où défilent des barbouzes, une présidente fébrile, des Iraniens, des Syriens, des patrons de bordel, des vidéos floues et même le pape. Sans oublier les 85 victimes de l'attentat à la bombe contre la mutuelle juive Amia, le 18 juillet 1994. Un film qui s'ouvre sur une scène hitchcockienne – un homme étendu sur le sol d'une salle de bains, carrelage blanc et mare de sang, avec à ses côtés l'arme de poing qui l'a tué d'une balle dans la tête ».

« quatre versions différentes qui se contredisent. Ou plutôt trois, dans ce remake argentin » (je cite).

Trois ? Pourquoi occulter la quatrième, Monsieur l'obs ? Ainsi le film serait parfait ! A moins que la quatrième... « ne gêne » ?

Je vous laisse découvrir les trois « doutes officiels », et après je soumetts à votre analyse ce qui me semble être la fameuse quatrième version, dont personne n'ose parler, alors que le journal l'obs l'évoque, sans la révéler...

1. Les faits : 2015 et 1994

Lundi 19 janvier dernier, 13e étage d'une tour chic de Buenos Aires : le procureur spécial Alberto Nisman est retrouvé mort, quelques heures avant sa comparution devant le Congrès. Il s'apprêtait à compromettre la présidente Kirchner : a-t-il été assassiné par le pouvoir ? Par les services secrets ? S'est-il suicidé ?

Alberto Nisman devait présenter le lendemain au Parlement argentin un rapport sur les attentats meurtriers de 1994 au siège de l'association juive AMIA, à Buenos Aires. Il y incriminait la présidente argentine, Cristina Kirchner, l'accusant d'avoir entravé l'enquête au profit d'échanges commerciaux accrus avec l'Iran, pays qui abritait les principaux suspects.

L'AMIA (Association Mutuelle Israélo Argentine) est une organisation de la communauté juive d'Argentine,

laquelle communauté est la plus nombreuse d'Amérique du sud avec 240000 représentants. A l'époque, l'affaire avait été présentée par les autorités argentines (présidence de Carlos Menem), comme un attentat à la voiture piégée fomenté par l'Iran, avec des complicités argentines. Plusieurs Iraniens et Argentins avaient été arrêtés ou inculpés dans la foulée. S'était ensuivi un refroidissement des relations entre les deux pays, pourtant excellentes depuis un siècle.

L'attentat, qui a fait 85 morts et 230 blessés, est le plus important et le plus meurtrier jamais perpétré sur le sol argentin. Il est survenu un an et demi après un attentat similaire contre l'ambassade d'Israël, qui avait fait 29 morts et 242 blessés.

2. Version 1 : Nisman a été assassiné sur ordre de Cristina Kirchner, la présidente

Le 14 janvier, Alberto Nisman lance une accusation fracassante contre la présidente et son ministre de la Justice : ils ont "pris la décision criminelle de forger l'innocence" de l'Iran, soupçonné d'avoir commandité l'attentat contre l'Amia, "afin de servir les intérêts commerciaux, politiques et géopolitiques de l'Argentine", via des importations accrues de pétrole iranien et des exportations de produits agroalimentaires argentins.

Les accusations sont explosives, elles valent à Nisman d'être convoqué devant le Congrès le 19 janvier, à la demande de l'opposition, pour témoigner. La pression est énorme, mais il en faudrait plus pour intimider Super-Nisman. Après plus de vingt ans d'enquête, il godille comme personne dans les eaux troubles du dossier, 600 tomes et 113.000 pages de documents.

« Un rouleau compresseur, un type impétueux, dynamique, très égocentrique, aussi. C'était un homme à la forte personnalité, qui avait des convictions extrêmes. » le décrit un journaliste d'Infobae.

Une accusation de Nisman, notamment, qu'il détaille en 2006, deux ans après avoir été nommé procureur spécial en charge de l'affaire : l'Iran a planifié l'attaque, le Hezbollah en a été l'exécutant. Il n'a pas dévié, depuis, de cette ligne, malgré une enquête qui ne progressait guère.

A-t-il tenté un quitte ou double un peu désespéré, le 14 janvier ? C'est ce qu'ont dit certains, déçus par la lecture des 289 pages de la plainte.

Dans la corbeille à papier de son appartement, les enquêteurs retrouvent le brouillon d'une demande de mise en détention, assortie d'une interdiction immédiate de sortie du territoire, qui aurait visé Cristina Kirchner, son ministre de la Justice et un troisième homme. Une bombe ! Ou un pétard mouillé...

3. Version 2 : Nisman a été assassiné sur ordre des services secrets argentins

Le 19 décembre 2014, la présidente donne un grand coup de balai dans des services secrets devenus trop puissants en virant leur homme fort, le légendaire directeur du contre-espionnage. Un homme tellement mystérieux qu'on ne connaît de lui qu'une photo. Il s'appelle Horacio Antonio Stiusso. Il est le patron des écoutes téléphoniques et la source principale d'Alberto Nisman. Fascinant personnage que ce "Jaime" Stiusso, comme le note Gustavo Vera, député proche du pape François :

« Il a traversé tous les régimes, y compris la dictature militaire, en recourant à l'extorsion et l'espionnage interne. Aucun gouvernement démocratique n'a pu le virer, il pouvait tous les faire chanter. »

Avec ses comparses, Stiusso prend le contrôle des prostíbulos (contraction de "prostituée" et "vestibule", une variante locale des bars à puttes) pour VIP, afin de filmer les riches et célèbres à leur insu. Gros succès : il piège de nombreux entrepreneurs et politiciens. *"Au début, les 'prostíbulos' étaient là simplement pour l'extorsion, indique Vera. Puis ils sont devenus un véritable business, ils se sont transformés en réseaux de traite des femmes, associés à la mafia mexicaine des Zetas. Stiusso était le propriétaire."*

Bref, un type recommandable, qui a aussi ses entrées à la CIA et au Mossad. Et qui, on l'a dit, contrôle toutes les écoutes téléphoniques. On l'a souvent comparé à J. Edgar Hoover, l'inamovible patron du FBI, un homme dont les gouvernants avaient autant besoin que peur. En 2004, le ministre de la Justice de l'époque met en garde Néstor Kirchner, mari de Cristina et président jusqu'à sa mort, en 2007 :

Tu dois comprendre que si tu as recours aux écoutes téléphoniques et que tu récoltes beaucoup d'informations, tu seras très puissant, mais aussi l'esclave de la personne qui te fournit ces infos."

"Ça, c'est mon problème", répond Kirchner. Peu après, Kirchner se sépare dudit ministre, limogé pour avoir brandi la photo de Stiusso à la télévision en dénonçant le "trou noir" et la "police secrète sans aucun contrôle" que sont devenus les services secrets.

Pendant longtemps, les Kirchner n'ont rien trouvé à redire à cet Etat dans l'Etat. Jusqu'à ce mois de décembre 2014, où Cristina décide de mettre à la retraite le Raspoutine du *Secretaría de inteligencia*. Les espions sont livides : Stiusso est leur homme, leur boss. *"Après avoir été limogé, Stiusso a commencé à nourrir les juges et procureurs. Il est à la retraite, mais quarante de ses hommes sont restés en place"*, indique Gustavo Vera.

Pour le Hoover du Río de la Plata, Nisman était le vecteur idéal d'une vengeance froide : « *Ils se sont servis de Nisman quand il était vivant puis ils l'ont tué.* » (NDLR : cette dernière maxime va se retrouver dans la version 4 non proposée par les medias dominants.

4. Version 3 : Nisman s'est suicidé

Nous sommes en janvier 2011, et Julian Assange remet à Santiago O'Donnell une clé USB contenant 2 500 câbles diplomatiques de l'ambassade des Etats-Unis à Buenos Aires. O'Donnell est un journaliste réputé, un esprit indépendant qui séduit le patron de WikiLeaks. Que contiennent les câbles ? Une série de révélations guère flatteuses pour le procureur Nisman. O'Donnell raconte :

Il apportait ses infos à l'ambassade des Etats-Unis, en leur demandant de les recouper. Je l'ai rencontré et lui ai dit : 'Vous prenez vos ordres à l'ambassade.' Il s'en est sorti avec une pirouette. Il pouvait faire tomber n'importe quel reporter sous son charme."

Mais pas le rugueux O'Donnell, qui ne cesse de souligner la fragilité de la piste iranienne, le côté partiel et fragmentaire des "preuves". *"En fait de preuves, il n'y avait pas grand-chose. Ou bien les personnes impliquées n'étaient pas les bonnes"*, dit le journaliste.

O'Donnell n'a pas de théorie, sauf celle-ci :

Alberto Nisman ne s'attendait pas à être convoqué devant le Congrès, et quand cela a fuité, il était trop tard pour arrêter les choses. En désespoir de cause, il a tenté d'obtenir que la séance soit close à la presse."

Nisman, en fait, était *"sur le point de subir une humiliation publique majeure"*. Inutile de dire que tout le monde n'est pas d'accord. *"Nisman m'a dit qu'il ne voulait surtout pas d'une séance publique au Congrès, confie Laureano Pérez Izquierdo, le journaliste. Il voulait éviter que cela se transforme en cirque."*

5. Les révélations de wikileaks

Santiago O'Donnell a révélé les WikiLeaks argentins où apparaissent de curieux échanges entre l'ambassade américaine et le procureur Nisman, mort en janvier d'une balle dans la tête. Suite à leur rencontre, Assange lui remet une clé USB. Cryptée. Impossible d'en lire le contenu avant d'être revenu à Buenos Aires. *"Fais attention. Il y a des espions partout."* Sur le chemin du retour, il dort – mal – avec la clé au fond de sa poche.

Une bombe : la correspondance de l'ambassade des Etats-Unis à Buenos Aires, en 2510 câbles. Toute l'Argentine passée au crible de la diplomatie américaine : les échanges de Jorge Bergoglio, qui n'est pas encore le pape François, de la présidente Cristina Kirchner, des procureurs, des agents secrets, des leaders syndicaux... Ou des messages les concernant, comme ceux de la présidente du Chili décrivant à un diplomate américain la façon dont Cristina Kirchner orchestre des rumeurs et fait diffuser des articles de presse diffamatoires.

D'autres câbles relatent directement les conversations privées au sein de l'ambassade. On apprend ainsi que le procureur Alberto Nisman, mort le 18 janvier dernier d'une balle dans la tête, soumettait à l'ambassade ses notes accusant la présidente Cristina Kirchner de couvrir les attentats sur lesquels il enquêtait.

Après sa rencontre avec Assange, pendant un mois, Santiago O'Donnell a *"les mains en feu"* : alors qu'il est en

possession de secrets si importants pour la nation, la direction de son journal s'oppose à leur publication. Mais Julian Assange s'impatiente. Il tape du poing sur la table et menace son journal, *Página 12*, de donner les câbles à la concurrence. Miracle, l'information sort. Et fait mouche.

Mais *Página 12* est embarrassé. Les révélations qui ont le plus d'impact concernent la relation de certains journalistes vedettes et de grands patrons avec le gouvernement. Comment traiter d'un sujet qui met en cause des confrères, qui plus est dans un quotidien proche du pouvoir ? O'Donnell décide d'écrire un livre, "*ArgenLeaks*" : un best-seller. Dans la foulée viendra "*PolitiLeaks*", qui se vendra aussi comme des petits pains. Les câbles diplomatiques sont une manne inépuisable.

Santiago O'Donnell consacre les premières pages d'"*ArgenLeaks*" à l'Amia, la mutuelle juive visée par un attentat en 1994, qui a fait 85 morts. Les principaux suspects, l'Iran et le Hezbollah, ont aussi droit à leur chapitre. Tout comme Alberto Nisman, le procureur chargé de l'enquête, celui-là même dont la mort suspecte vient de choquer le monde entier. O'Donnell explique : « *A l'époque, personne n'a pris en compte ces révélations. Elles n'ont eu aucun impact. Je n'ai jamais été contacté par la justice. Et au lendemain de la mort du procureur, le gouvernement a utilisé mon livre pour tenter de démolir l'image de Nisman.* »

Brandi comme une bible par des membres de l'exécutif, le chapitre est en effet compromettant pour le procureur, vu jusqu'ici comme un héros qui avait eu le courage d'accuser la présidente. Les câbles secrets donnent à voir un tout autre homme, qui informait l'ambassadeur américain avant la justice argentine de ses avancées sur l'enquête.

Selon ces documents, l'ambassade influence clairement le procureur et le presse de désigner les Iraniens comme coupables des attentats. Pas question d'explorer d'autres pistes...

6. Un documentaire et ce qu'on peut en retirer

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Yfl5pcXAbaE

- Au moment de l'attentat les dirigeants de l'AMIA et ceux du DAIA (l'équivalent du CRIF en France et de l'AIPAC aux USA), avaient tous été invités par la radio juive JAI dans un bar situé à 100 mètres de l'AMIA, si bien qu'aucun d'entre eux ne figure sur la liste des 85 victimes.
- Les deux attentats ont été effectués à la voiture piégée, mais on n'a jamais trouvé d'indice crédible allant dans ce sens. Dans le cas de l'AMIA, on n'a retrouvé ni cratère, ni débris du véhicule, ce qui est toujours le cas lors de ce genre d'attentats.
- Pour expliquer l'absence visible de cratère, le commandant Laborda a affirmé qu'il y avait tellement d'explosifs que la voiture avait été enterrée trois mètres sous terre. Quand on lui a demandé s'il était prévu de creuser pour retrouver la carcasse, il a répondu : « c'est inutile, on a la preuve ». L'homme avait commencé par évoquer l'hypothèse d'une explosion interne, et 48 heures après s'était rangé à la théorie de la voiture piégée, pour n'en plus démordre par la suite. Peu après l'attentat, Laborda prendra sa retraite, pour être embauché par ... la DAIA, en tant qu'expert.
- Alors que dans un attentat à la voiture piégée on retrouve environ 30% du véhicule et des parties relativement épargnées comme le châssis, dans les décombres de l'AMIA on a retrouvé que 6% de véhicule, correspondant qui plus est à deux véhicules distincts. A l'AMIA, la pose d'explosifs aurait été facilitée par le fait que le bâtiment était en travaux à ce moment-là. De lourds sacs entraient et sortaient continuellement du bâtiment. Cela a pu faciliter l'entrée et la pose d'explosifs à l'intérieur du bâtiment. Même cas de figure pour l'ambassade israélienne un an et demi plus tôt.

- Dans les deux cas, l'hypothèse de la voiture piégée a été soufflée aux autorités argentines par Rony Gordny le chef de la sécurité de l'ambassade d'Israël, du Shin Beth, lesquelles l'ont aussitôt reprise telle quelle sans le moindre débat, et contre toute évidence. Lors du premier attentat, l'hypothèse de la voiture piégée avait été adoptée simplement parce que l'homme avait assuré à la police : « Laissez tomber l'hypothèse de l'explosion, je m'y connais, je suis sûr qu'il s'agit d'une voiture piégée ». Fait troublant, l'homme avait miraculeusement échappé à l'explosion en déplaçant une importante réunion de l'ensemble des chefs du Shin Beth l'Amérique du sud à l'hôtel Sheraton 15 minutes avant l'explosion de l'ambassade. En plus d'être extraordinairement chanceux comme les dirigeants de l'AMIA un an et demi plus tard, Rony Gordny semble en effet avoir une certaine expérience des attentats à l'explosif ou à la voiture piégée.
- La responsabilité de l'Iran est évoquée une heure seulement après les attentats par la chaîne Canal 9, et c'est l'unique piste qui sera retenue, en dépit de nombreuses évidences pointant une responsabilité israélienne. Le conseiller culturel de l'ambassade d'Iran, Mohsen Rabbani, sera accusé d'avoir planifié les attentats.
- Un combattant du Hezbollah est rapidement identifié et nommé comme le kamikaze, mais sa famille apprenant la nouvelle, téléphone aux chaînes de télévision pour dire qu'il est vivant et travaille au Liban.
- C'est le seul attentat de cette envergure attribué à l'Iran au cours du XXème siècle, alors que les services israéliens ont de nombreuses actions de cette envergure à leur actif. On peut penser à l'attentat de l'hôtel King David de Jérusalem en 1946, qui fit 250 morts, et participait d'une stratégie la tension visant à pousser au départ l'Angleterre, pour laisser les coudées franches aux sionistes face aux Palestiniens.
- Les pompiers arrivés sur place (AMIA) ont évoqué d'abord d'une explosion à l'intérieur de l'immeuble.
- La version officielle a retenu que la voiture piégée était une camionnette Traffic. Or, parmi les douze témoins présents sur les lieux au moment de l'explosion, aucun n'a constaté la présence ou l'irruption d'un tel véhicule. Ils en auraient forcément rendu compte puisque selon la version officielle, l'explosion a été déclenchée devant l'ambassade, au niveau du trottoir.
- Si la « camionnette » avait bien explosé en cet endroit, comment expliquer que le bâtiment ait été entièrement détruit, alors que le bâtiment de l'autre côté de la rue était très faiblement endommagé en comparaison ?
- Parmi les témoignages, certains éléments troublants n'ont pas été retenus ou pris en compte. L'un affirme par exemple avoir vu un homme dans une voiture déclencher l'explosion avec un détonateur. Un autre a croisé, quelques minutes après l'explosion, un homme au comportement bizarre sur le lieu de l'attentat. Il manipulait des débris. Le témoin s'approchant et lui demandant s'il est un policier ou un agent, il ne lui est rien répondu, puis pressé par une nouvelle question l'homme répond « c'est soit une Renault blanche soit une Traffic ».
- L'un des principaux suspects inculpés, Carlos Telleldin, qui aurait fourni le véhicule piégé, a été surpris en train d'accepter 400000 dollars de la part du juge Galeano qui lui demandait d'accuser le commissaire Juan José Ribelli, de la police urbaine de Buenos Aires, de complicité dans l'achat du véhicule. Cette somme avait été fournie au juge par les services secrets argentins, la SIDE, dépendant du ministre de l'intérieur Carlos Corach. Ribelli est incarcéré dans un premier temps à cause de cette accusation, mais son avocat parvient à se procurer par cambriolage la vidéo de l'entretien et à la diffuser à la télévision, ce qui suscite un énorme scandale et la libération immédiate du commissaire. Tous les argentins et iraniens qui seront arrêtés par la suite seront finalement innocentés et relâchés.
- L'AMIA n'était pas une structure communautaire anodine : proche des travaillistes, pro Rabin, favorable à la paix, elle n'est pas bien considérée par l'extrême droite sioniste et pro israélienne. L'attentat contre l'AMIA survient 16 jours après le retour triomphal de Yasser Arafat en Palestine, suite à la signature des accords d'Oslo 2. Son artisan israélien, le président Rabin, sera assassiné par un extrémiste juif un an plus tard, en novembre 1995. Dans l'hypothèse d'un attentat planifié par les services israéliens, le choix de cette cible se comprend mieux : c'est à la fois un message au gouvernement argentin et un message des « faucons » israéliens aux « colombes » de la communauté juive organisée d'Argentine. Du reste, parmi les 85 victimes, les juifs argentins se trouvent en minorité.

Voilà quelques-unes des incohérences pointées du doigt par les personnalités interrogées par Maria Pournier

dans son documentaire, incohérences suffisamment nombreuses et éclatantes pour amener à réévaluer les responsabilités dans la planification et la mise en œuvre de l'attentat.

7. La version 4 (?)

L'Argentine n'avait pas intérêt à perpétrer un tel attentat. Les relations avec l'Iran étaient excellentes depuis longtemps. Il y avait même un sentiment de fraternité entre les deux pays qui pouvaient mettre sur le même plan les expériences de Peron et de Mossadegh, tous deux "destitués" pour avoir prétendu nationaliser le pétrole.

Depuis quelques années, l'Argentine s'était engagée à fournir une aide dans le domaine du nucléaire. L'Israël voyait cette relation d'un très mauvais œil, obsédée qu'elle était déjà à l'époque par une éventuelle détention de l'arme nucléaire par un pays voisin et considéré comme ennemi. Le premier attentat aurait été un premier coup de semonce, le second aurait définitivement convaincu les autorités argentines de fermer ce volet des échanges commerciaux avec l'Iran.

L'Iran n'avait aucun intérêt à perpétrer de tels attentats. Si le gouvernement de ce pays voulait à l'époque fabriquer une bombe atomique et avait besoin de l'aide argentine pour y parvenir, quel intérêt à attaquer les intérêts d'Israël, son ennemi le plus déterminé, précisément dans ce pays ?

Même si l'on ne voit pas quels intérêts auraient eu le gouvernement Menem à s'associer à l'attentat, il semble bien qu'il y ait trempé ou ait tenté d'entraver l'enquête. On a l'exemple de cet homme très proche du pouvoir le juge Galeano, juge de la Nation chargé de l'enquête dès son ouverture et qui remit un pot de vin à Telledin pour accuser Ribelli. En 2004, peut-on lire sur sa fiche wikipedia : « Galeano était accusé de 13 charges : outre le paiement à Telledin, l'ouverture de pistes parallèles d'enquête, la dissimulation de certains aspects du procès, des entrevues irrégulières avec les différentes parties, la destruction de preuves et la négligence à l'égard de la conservation de celles-ci (66 cassettes disparurent), l'influence sur les témoins, la détention arbitraire et la torture vis-à-vis d'un des inculpés, l'usage illégal d'écoutes téléphoniques, entre autres contre le député Emilio Morello (du Modin), la manipulation des moyens de preuve et l'abandon d'enquête concernant certains faits. En 2005, il finit par déclarer : « le procès AMIA m'a dépassé » ». Le président Menem pouvant lui-même être suspecté dans cette affaire, on peut mieux estimer sa célèbre déclaration après l'attentat : « *On a des preuves que l'Iran est derrière les attentats.* »

Et pour finir : c'est Nestor Kirchner qui a demandé une remise en cause de l'enquête ; l'aurait-il demandée, sachant que son épouse serait compromise par les révélations qui en découleraient ?

8. Complément d'info (juste pour agrémenter)

Israël a tué la plupart des responsables des attentats contre la mutuelle juive AMIA et contre son ambassade à Buenos Aires, dans les années 1990, a affirmé jeudi 2 janvier 2014 dans un entretien avec l'ex-ambassadeur de l'Etat hébreu en Argentine Itzhak Aviran.

« *La grande majorité des coupables n'est plus de ce monde, et nous l'avons fait nous-mêmes* », a déclaré Itzhak Aviran à l'Agence juive d'information (Agencia Judia de Noticias, AJN), sise à Buenos Aires. Itzhak Aviran a fait ces déclarations inédites alors qu'il était interrogé sur le fait que vingt ans après les attentats, les responsables n'ont toujours pas été jugés.

S'il est avéré, le mode opératoire rappelle la série d'assassinats de commanditaires de la prise en otage de sportifs israéliens lors des JO de 1972, immortalisée au cinéma par le film de Steven Spielberg Munich, qui met en scène la traque effectuée par le Mossad.

9. Conclusion

Quand on se souvient de 1973, dans un pays voisin ; quand on se souvient, beaucoup plus récemment, de la mort prématurée d'Hugo Chavez, dans un autre pays voisin ; quand on se souvient, pour en revenir à l'Argentine, de la mort subite de Nestor Kirchner (ex-président, époux de Cristina, et potentiel successeur de sa femme, en « bout de course » après son second et dernier mandat), après l'ingestion d'une tasse de café ! ...

Le tout est quand même « assez gros » pour être amené à se questionner sur cette tentative de coup d'état médiatique envers la présidente de l'Argentine.

Toute cette histoire est digne d'un scénario de grand film à suspense, avec en prime, une distribution hors du commun, et parfois, dans les grandes distributions, vient s'immiscer une guest star. Su ce coup là, la guest star pourrait être La Dette.

Car finalement, ce fait médiatique, survenant juste au moment de la prise de pouvoir de Syriza en Grèce, Syriza qui ne demande pas moins que l'annulation de la dette de la Grèce, on peut facilement se rappeler que l'Argentine est parvenue à faire annuler la sienne, au grand damn du FMI.

Alors diaboliser un état, un gouvernement, qui a réussi cette « pirouette économique », en l'accusant de corruption sur un tout autre sujet, pourrait ne pas être anodin, dans l'agenda médiatique de la dominance capitaliste ...

Mais non, je plaisante ! Faut pas croire que tout est toujours calculé ! Bande de complotistes !

Chien Guevara

Sources principales :

l'obs

le monde

wikipedia

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/l-attentat-de-...>

L'article chez lui : <http://forget.e-monsite.com/pages/nouvelles-d-amerique-du-sud/le-cristinagate-la-mort-du-procureur-le-coupable-ideal-les-complotistes-et-le-mossad-guest-star-la-dette.html>

»» <http://forget.e-monsite.com/pages/nouvelles-d-amerique-du-sud/le-crist...>